

Le Conseil fédéral digère mal l'abandon du français au primaire

Des cantons alémaniques veulent repousser l'enseignement du français, le Conseil fédéral réagit en proposant une loi.

Yannick Weber

Bonjour, che m'appelle Hans-Peter, et tu? Michael Trost

Qu'est-ce qui est le plus sacré en Suisse? La compréhension entre les peuples, ou le fédéralisme? Le Conseil fédéral a choisi la première option. Ce n'est pas souvent qu'on l'entend dire qu'il veut «obliger» les cantons à faire ci ou ça. C'est pourtant ce qu'il a fait ce vendredi lors de sa séance hebdomadaire. Le sujet, c'est les cantons alémaniques comme Zurich ou Saint-Gall qui ont récemment voté pour repousser l'enseignement du français de l'école primaire à l'école secondaire. Et ça le «préoccupe».

«Le Conseil fédéral a donc chargé le Département fédéral de l'intérieur (DFI) de préparer, en vue d'une consultation, un projet de loi obligeant les cantons à continuer d'enseigner une deuxième langue nationale au niveau primaire», écrit-il. Les décisions récentes vont à l'encontre du concordat HarmoS et «mettent en péril l'harmonisation de l'enseignement et la cohésion nationale», taclent les conseillers fédéraux.

Un coup de pression

Première variante proposée, contraindre les cantons à respecter HarmoS et prévoir «l'apprentissage de deux langues étrangères dès l'école primaire: une langue nationale et l'anglais». Autre variante, à peine plus flexible, ne rien dire sur l'anglais mais imposer seulement «l'enseignement d'une deuxième langue nationale de l'école primaire à la fin du niveau secondaire I».

Le Conseil fédéral veut laisser une porte ouverte aux cantons qui veulent repousser le français. Renoncez, et on vous laissera tranquilles, dit-il en résumé. La décision zurichoise, plus grand canton de Suisse, avait créé des remous. Le Grand Conseil neuchâtelois était allé jusqu'à voter une résolution pour inviter le Parlement zurichois à reconsidérer son intention de supprimer le français à l'école primaire. À Berne, malgré qu'il soit un canton bilingue, un élu avait proposé aussi de repousser le français de deux ans dans les régions germanophones.